

## LA RUSSIE, UN ÉTAT-CONTINENT ENTRE EUROPE ET ASIE

### Compte rendu du déplacement du groupe interparlementaire France – Russie en Russie

15 au 19 avril 2019

La Russie ne saurait se résumer à sa capitale ni à sa partie occidentale, bien connue des Européens. C'est pourquoi la délégation du groupe d'amitié a souhaité se rendre dans une région plus orientale, le Tatarstan, et s'intéresser au développement des relations entre la Russie et l'Asie. À Moscou, la délégation a rencontré des interlocuteurs du Conseil de la Fédération ainsi que le vice-ministre des Affaires étrangères chargé de l'Asie et plusieurs acteurs économiques. Elle a visité le pôle technologique et scientifique de Skolkovo. À Kazan, les membres du groupe d'amitié ont été reçus par une délégation de l'Assemblée législative et par le ministre du Développement économique du Tatarstan. Ils ont visité la ville nouvelle d'Innopolis et l'université fédérale de Kazan.

### I. Intensifier les relations entre l'Europe et la Russie : une nécessité

#### A - Une réorientation vers l'Asie

La Russie est le plus vaste État du monde, avec 17 millions de km<sup>2</sup>, soit 12 % des terres émergées, pour 147 millions d'habitants. Européenne par son histoire remontant à la principauté de Kiev au IX<sup>e</sup> siècle, la Russie tend aujourd'hui à rééquilibrer ses relations entre Europe et Asie. La délégation du groupe d'amitié s'est intéressée, lors de ses entretiens, au développement par la Russie du concept d'Eurasie, au travers de l'Union économique eurasiatique, créée en 2015, qui rassemble des États issus de l'ex-URSS et se conçoit comme le symétrique oriental de la construction européenne.

La Russie développe par ailleurs ses relations avec la Chine, avec qui la coopération « *n'a jamais été meilleure en 400 ans* », selon l'un des interlocuteurs de la délégation. Le projet

eurasiatique est présenté comme un projet ouvert, notamment en direction de l'Europe occidentale et de la Chine, complémentaire plutôt que concurrent du projet chinois des « nouvelles routes de la soie ». Il est une tentative de créer un contrepoids à l'affrontement économique et géostratégique sino-américain. La Russie cherche également, dans cette perspective, à développer ses relations avec plusieurs États d'Asie du Sud et d'Extrême-Orient, dont l'Inde, l'Indonésie et les pays de l'ASEAN (Association des Nations du Sud-Est asiatique).



#### B - Un dialogue euro-russe à amplifier

La distanciation progressive de la Russie et de l'Union européenne a été accélérée par la crise ukrainienne, qui a entraîné la mise en œuvre de sanctions, à divers niveaux. La résolution européenne du Sénat français du 8 juin 2016, relative au régime de sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la Fédération de Russie, a souligné les conséquences négatives de celles-ci sur les plans économique et politique, ainsi que des contre-mesures prises par la Russie. Elle a appelé, à certaines conditions et en distinguant selon le type de sanctions, à leur allègement, leur levée ou leur réévaluation.

Le déplacement du groupe d'amitié s'est déroulé dans le contexte de la crise institutionnelle engendrée au Conseil de

l'Europe par les mesures prises en 2014 à l'encontre de la délégation russe à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). Cette crise a heureusement trouvé une issue positive, le 25 juin 2019, avec le retour de la délégation russe dans l'APCE, puis le paiement par la Russie de sa contribution à l'organisation (33 millions d'euros en 2019).

### C - Des relations bilatérales à développer

Étant donné le rôle croissant de la Russie dans plusieurs crises internationales (Ukraine, Syrie, Iran), un dialogue régulier avec ce pays est indispensable. La relation politique entre la Russie et la France en particulier a un rôle déterminant à jouer.

Sur le plan économique, les échanges entre les deux pays ont progressé de 26 % en 2017. La France est le 6<sup>e</sup> fournisseur mondial de la Russie et l'un des premiers pourvoyeurs d'investissement direct étranger. Les exportations françaises vers la Russie ont quant à elles augmenté de 14 % en 2017. Les entreprises françaises demeurent le premier employeur étranger dans le pays (près de 156 000 salariés), dans des secteurs tels que l'aéronautique, l'énergie, l'automobile, l'agroalimentaire et la grande distribution.

Sur le plan culturel, le « **dialogue de Trianon** », initié par les Présidents français et russe, le 29 mai 2017, a développé, au cours de sa première année, le **thème de la ville du futur**. Il est consacré cette année à l'éducation. Plusieurs événements culturels marquants ont eu lieu en 2018 et 2019, notamment l'année croisée des langues et des littératures. Avec plus de 5 000 étudiants russes accueillis en 2016-2017, la France est bien placée, juste après l'Allemagne et les États-Unis. La hausse des droits d'inscription demandés par les universités françaises aux étudiants étrangers hors Union européenne est toutefois un facteur d'inquiétude.

### D - Le rôle-clef des relations interparlementaires

Dans le contexte actuel, tous les interlocuteurs de la délégation ont souligné le rôle-clef des relations interparlementaires. Tous ont par ailleurs adressé des messages de sympathie à la délégation, au moment de l'incendie survenu à la cathédrale Notre-Dame de Paris le 15 avril 2019, événement qui a marqué les esprits tant en France qu'en Russie.

La délégation a remis à ses interlocuteurs une lettre du Président du Sénat à la Présidente du Conseil de la Fédération.

Une délégation russe est venue, par la suite, à Paris, à l'occasion de la XX<sup>e</sup> session de l'Association des Sénats d'Europe (ASE), qui

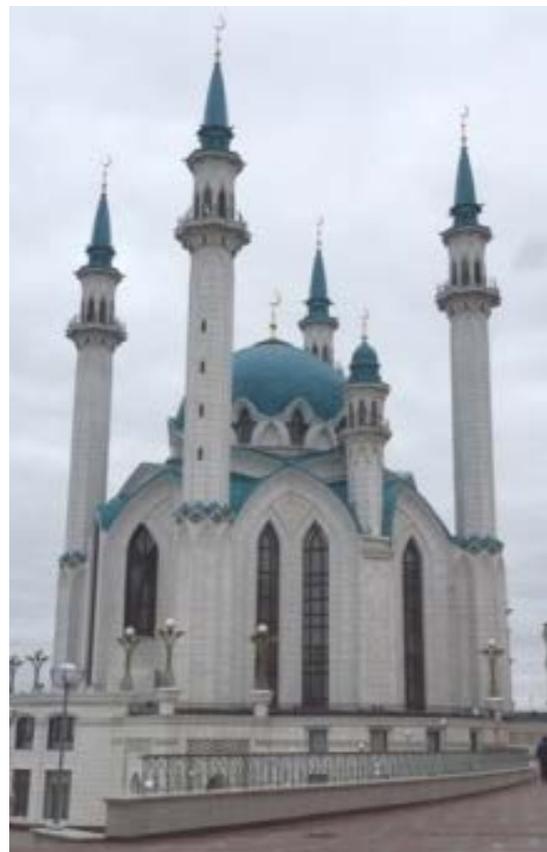
s'est tenue du 13 au 15 juin 2019. Les commissions des Affaires étrangères des deux chambres hautes ont rédigé en 2018 un rapport conjoint bilingue qui a fait date. La coopération interparlementaire doit se poursuivre en 2020, dans le cadre de l'année franco-russe des coopérations régionales.



Réunion avec une délégation du Conseil de la Fédération présidée par MM. Iliyas Umakhanov et Konstantin Kosachev

## II. Le Tatarstan : une autre approche de la Russie

### A - Une identité culturelle marquée



Mosquée Kul Sharif à Kazan

L'Islam est la deuxième religion de la Fédération de Russie (7 % à 14 % de la population, d'après les estimations). C'est la religion majoritaire (à 53 %) du Tatarstan, région du bassin de la Volga située à 800 km de Moscou, aux confins de la Russie européenne, peuplée de 3,8 millions d'habitants. Considérés comme les descendants de la « Horde d'or », l'empire turco-mongol qui a dominé une partie du territoire actuel de la Russie entre le XIII<sup>e</sup> et le XV<sup>e</sup> siècle, les Tatars de la Volga sont des cousins, lointainement apparentés, des Tatars de Crimée.

Composante essentielle de leur identité culturelle, la langue tatare appartient à la famille des langues turques et constitue la langue officielle de la République du Tatarstan.

Ce statut est garanti par l'article 68 de la Constitution fédérale russe de 1993 et maintenu malgré la réaffirmation progressive par l'État fédéral, depuis les années 2000, de la prééminence de la langue russe, notamment par la loi du 1<sup>er</sup> juin 2005 sur la langue officielle de la Fédération de Russie. Comme la France, la Russie a signé, mais n'a jamais ratifié, la charte européenne des langues régionales et minoritaires.

### **B - Une République au sein de la Fédération de Russie**

Le Tatarstan est l'une des vingt-et-une républiques de la Fédération de Russie, appartenant à l'arrondissement fédéral de la Volga. Depuis 1990, les pouvoirs propres de la République du Tatarstan sont fondés sur trois instruments juridiques : la déclaration sur la souveraineté de l'État (1990), la Constitution régionale (2002) et le Traité de délimitation des pouvoirs avec la Fédération de Russie (2007).



*Rencontre avec M. Iouri Kamaltinov, vice-président de l'Assemblée législative du Tatarstan (Gossoviet)*

La Constitution du Tatarstan organise la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et

judiciaire. L'assemblée législative monochambrale (*Gossoviet*) est composée de cent députés disposant d'un droit de réglementation, de nomination et d'initiative législative au niveau fédéral, en vertu de l'article 104 de la constitution russe. Le Tatarstan est représenté, au niveau de l'Assemblée fédérale, par dix-sept députés à la Douma d'État et par deux sénateurs au Conseil de la Fédération.

### **C - Une politique d'attractivité dynamique**

Le Tatarstan joue un rôle clef dans l'économie russe (4<sup>e</sup> région agricole et 5<sup>e</sup> région industrielle), avec une production importante de pétrole et de gaz, un secteur pétrochimique très développé et des compétences dans le domaine de la construction de véhicules et de matériels de transport. Plusieurs entreprises françaises y sont présentes, notamment Air Liquide et Schneider Electric.

La région mène une politique d'attractivité au niveau national, en mettant en avant le fait que la moitié de la population russe vit dans un rayon de 1 000 km autour de Kazan.



*Rencontre au technopôle de Skolkovo, près de Moscou, où sont présentes plusieurs entreprises françaises*

La région cherche aussi à attirer des investissements étrangers en provenance du Moyen-Orient, d'Asie et d'Europe. Ils se sont élevés à 598 millions de dollars US en 2018, les trois premiers investisseurs étant les Émirats Arabes Unis, l'Allemagne et la Turquie.

Les entreprises sont incitées à s'implanter au Tatarstan via la politique fiscale et deux zones économiques spéciales, Alabuga et Innopolis. Cette dernière est une ville nouvelle de 4 000 habitants dont l'ambition est de devenir un pôle de développement technologique, notamment pour les technologies de l'information. Encore en construction, elle abrite un technopôle pour

le développement des *start-up* et une université anglophone comptant 30 % d'étudiants étrangers. Les autorités souhaiteraient attirer 150 000 personnes à Innopolis d'ici à 2035. Au-delà des enjeux régionaux, il s'agit de renforcer la place de la Russie dans l'économie numérique.

#### **D - Une université internationale**



*Échange avec des enseignants et étudiants de l'université fédérale de Kazan*

L'université fédérale de Kazan, créée en 1804, est une des plus anciennes de Russie, connue pour avoir accueilli Tolstoï et Lénine. Elle est aujourd'hui l'une des meilleures au niveau national, notamment dans les domaines de la biomédecine, de la pharmacie, de la pétrochimie et des technologies de l'information.

Comptant 44 000 étudiants, cette université est très engagée dans la coopération internationale, échangeant avec 64 pays dont la France, par exemple avec le Master de chemo-informatique (informatique appliqué à la chimie) de l'Université de Strasbourg.

\*

\* \*

Ainsi, cette mission a été l'occasion de maintenir le dynamisme des relations du Sénat français avec le Conseil de la Fédération de Russie, pilier d'une relation interparlementaire dont le rôle devrait être encore conforté avec l'année franco-russe des coopérations interrégionales prévue en 2020.

#### **Composition de la délégation**



**M. Gérard LONGUET**  
Président du groupe  
Sénateur de la Meuse  
(Les Républicains)



**M. Simon SUTOUR**  
Vice-président du groupe  
Sénateur du Gard  
(Socialiste et Républicain)



**M. Édouard COURTIAL**  
Membre du groupe  
Sénateur de l'Oise  
(Les Républicains)

**Composition du groupe d'amitié :** [http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami\\_608.html](http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_608.html)